

Histoire

MICHEL ROCARD : QUATRE ANS PLUS TARD, COMME LE SEL DANS LA MER...

Jules Fournier

02/07/2020

Michel Rocard est décédé le 2 juillet 2016. Jules Fournier, qui collabora avec lui à son ouvrage *Suicide de l'Occident, suicide de l'humanité* (Flammarion, 2015), lance dans cette tribune un appel pour que les écrits et la pensée de Michel Rocard restent présents et qu'ils continuent à nous inspirer dans le contexte de crises sanitaire, économique et sociale qui secouent la planète.

« **Tous rocardiens !** ». Au moment de sa disparition il y a tout juste quatre ans, la presse soulignait à quel point la mémoire de Michel Rocard était unanimement saluée : responsables politiques – de gauche comme de droite –, intellectuels et syndicalistes pleuraient l'ancien Premier ministre qui, pendant plus d'un demi-siècle, a mené de front combats politiques et idéologiques, action et réflexion. Le tout sans se départir d'un parler certes compliqué, mais vrai : Michel Rocard avait trop d'estime intellectuelle pour ses interlocuteurs, quels qu'ils soient, pour se laisser aller aux facilités des raccourcis ou des à-peu-près. « Dans un pays qui vit au rythme d'échéances électorales nombreuses, peut-on lire écrit de sa main dans l'éditorial du premier numéro *Convaincre*, le débat politique de fond est trop souvent édulcoré : chacun s'attache à séduire plus qu'il ne cherche à convaincre ». Il faut croire que la confiance paye : si l'on s'est souvent attardé sur son destin présidentiel avorté, on oublie parfois qu'il fut longtemps l'homme politique préféré des Français et qu'il reste à ce jour le seul Premier ministre de la V^e République à être sorti de « l'enfer de Matignon » avec 50% d'opinions favorables.

Au moment de sa disparition, l'historien Pierre-Emmanuel Guigo, auteur depuis d'une biographie remarquable (*Michel Rocard*, Perrin, 2020), reprenait pour décrire l'héritage de Michel Rocard l'expression qu'il avait lui-même employée dans les années 1970 : « comme le sel dans la mer ». *Comme le sel dans la mer*, il voulait que ses camarades du Parti socialiste unifié se fondent dans le Parti socialiste sans faire de remous, l'imprégnant sans le perturber. Près d'un demi-siècle plus tard, son héritage s'est lui aussi fondu dans la mer politique et intellectuelle contemporaine : si ses idées semblent avoir infusées culturellement (*Libération* évoquait au moment de sa disparition la « victoire du laboratoire de la Deuxième gauche »), force est de constater que, dans les médias, son

nom apparaît plus souvent dans les nécrologies de figures majeures des cinquante dernières années que dans des articles de fond, des tribunes ou des entretiens.

Pourtant, les crises sanitaire, économique et sociale qui ont paralysé la planète ces derniers mois ont marqué, par bien des aspects, une résurgence – ou une validation – des idées de l'ancien Premier ministre. Celui-ci, dans un texte qu'il avait partagé avec moi au moment où nous posions les bases d'un livre qui devait s'intituler *Que restera-t-il du socialisme ?*, écrivait, désabusé : « Il n'y a plus de projet de société dans le débat politique. Optimiste de constitution psychique, de raison et de devoir, je vois là la pire des sources de la crainte dont je n'arrive pas à me débarrasser pour l'avenir de notre société ».

Or, la situation tout à fait inédite que nous avons traversée a consacré le retour en force des *idées* – des intellectuels qui les inventent et les diffusent, et des politiques qui les incarnent et les font vivre. Longtemps, *idéologie* a semblé être un gros mot : il fallait vivre avec son temps, ne pas se laisser enfermer dans le carcan sclérosant d'un corpus idéologique trop lourd à porter. Un ancien président de la République n'avait-il pas déclaré un jour : « Je ne suis pas un théoricien, je ne suis pas un idéologue, je ne suis pas un intellectuel » ?

Et voilà qu'à la faveur d'un arrêt contraint – et néanmoins dramatique – des activités productives, les idées sont de retour : les médias croulent sous les tribunes, les maisons d'édition publient manifestes et réflexions. La France bouillonne, propose, débat, tentant de penser le monde qui vient.

Au-delà de ce constat de fond, et même si, *comme le sel dans la mer*, peu l'ont mentionné, on a pu retrouver dans nombre de réflexions académiques, politiques, citoyennes publiées depuis trois mois l'essence du rocardisme – ou du moins l'essence des combats qui ont mobilisé les dernières années de sa vie : l'avènement d'une société du temps libre, d'une part, et la défense des biens publics d'autre part, au premier rang desquels l'environnement.

La première fois que je l'ai rencontré, trois ans avant sa disparition, il s'était entre deux bouffées de Gitanes lancé dans une digression sur la nécessité de poursuivre le mouvement historique de réduction du temps de travail – et ce bien qu'il regrettait la façon dont le gouvernement de Lionel Jospin avait procédé avec les 35 heures : pour lui, une telle avancée sociale devait être le fruit d'une négociation encadrée par la loi, pas le diktat d'une loi par essence trop rigide pour être efficace. « Que la loi ne s'en mêle surtout pas ! », répétait-il dans **son dernier entretien**, quelques semaines avant sa disparition. À cet égard, Michel Rocard se montrait fidèle à l'esprit de la Deuxième gauche qu'il a théorisée et incarnée – la citation est connue : « La Deuxième gauche,

décentralisatrice, régionaliste, héritière de la tradition autogestionnaire, qui prend en compte les démarches participatives des citoyens, en opposition à une Première gauche, jacobine, centralisatrice et étatique ». En somme, là encore, faire confiance aux gens, à l'intelligence collective de la société civile.

Ses dernières années, toute son énergie était consacrée à replacer ce combat politique et social au cœur des débats contemporains, contre le *zeitgeist* productiviste du « travailler plus pour gagner plus ». Le socialisme, expliquait-il encore dans *L'Obs* quelques mois avant sa disparition, c'est un projet, une vision de la société qui s'intéresse principalement aux tâches de l'esprit, à la culture, à la vie collective, au temps libre.

Aussi, dès qu'il prenait la parole publiquement, il se plaisait à proposer une expérience de pensée qui résonne tout particulièrement aujourd'hui : « Fermez les yeux », demandait-il à ceux qui venaient l'écouter, « et pensez aux trois plus beaux moments de votre vie ». Après un temps, il reprenait : « Beaucoup auront pensé à des moments en famille, des moments entre amis ; certains peut-être à des exploits sportifs, créatifs, artistiques. Mais y a-t-il une seule personne parmi vous qui a pensé à son travail ? ».

Or, expliquait-il au moment de sa remise de l'ordre de grand-croix de la Légion d'honneur, en 2015, « qu'elles soient collectives ou solitaires, aucune des satisfactions ainsi tirées de la vie de l'esprit ne consomme de ressources ni d'énergie, ni même ne produit de gaz à effet de serre ». Michel Rocard faisait un lien très direct entre les deux combats qui l'animaient : réduire le temps de travail, c'était à la fois un impératif individuel (l'épanouissement personnel, le droit à la paresse) et collectif : « Une fois partagée l'idée d'une nécessaire déconnexion entre l'épanouissement et le travail, le bonheur et l'argent, on reconnaît que les biens privés ne sont pas les seuls à même de rendre l'être humain heureux et, ce faisant, on distingue et admet l'existence de biens publics » (*Suicide de l'Occident, suicide de l'humanité*, Flammarion, 2015). Santé, sécurité, éducation, culture, infrastructures et avant toute chose « produits de la nature » : Michel Rocard était attaché à la protection et à la promotion de ces biens publics qu'il souhaitait coûte que coûte extraire du marché, « qui ne juge et ne décide qu'à court terme ». Des préoccupations que l'on retrouve aujourd'hui, sous des formes diverses, dans les débats et les réflexions qui agitent une société mobilisée pour inventer le monde d'après – on pense par exemple à la Nouvelle-Zélande et à la Colombie-Britannique (Canada) qui réfléchissent à la mise en place d'une semaine de quatre jours, ou encore à l'économiste Michel Aglietta qui affirmait que « la richesse des nations, c'est leur capital public » (*Le Monde*, 15 mai 2020).

Pourtant, quatre ans après sa disparition, le nom de l'ancien Premier ministre, reconnu comme

l'une des figures intellectuelles et politiques majeures du XX^e siècle, reste relativement absent. Son essence est palpable mais on ne l'évoque pas, ou si peu. *Comme le sel dans la mer...*